
Deux patriarcats différents ? Une « dispute entre sœurs » au sein du féminisme allemand au moment de la « réunification » des deux États allemands

Two Different Patriarchies ? A « Dispute Between Sisters » within German Feminism at the Moment of the « Reunification » of the Two German States

Cornelia Möser



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/4729>

ISSN : 2102-5886

Éditeur

Association Mnemosyne

Référence électronique

Cornelia Möser, « Deux patriarcats différents ? Une « dispute entre sœurs » au sein du féminisme allemand au moment de la « réunification » des deux États allemands », *Genre & Histoire* [En ligne], 24 | Automne 2019, mis en ligne le 01 décembre 2019, consulté le 09 avril 2020. URL : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/4729>

Ce document a été généré automatiquement le 9 avril 2020.



Genre & histoire est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Deux patriarcats différents ? Une « dispute entre sœurs » au sein du féminisme allemand au moment de la « réunification » des deux États allemands

Two Different Patriarchies ? A « Dispute Between Sisters » within German Feminism at the Moment of the « Reunification » of the Two German States

Cornelia Möser

Merci à Catherine Achin et Anna Dost pour leurs retours utiles. Le titre est inspiré de la publication des actes d'un colloque au sujet des recherches féministes à l'Est et à l'Ouest de l'Allemagne : Gudrun-Axeli Knapp et Ursula Müller, Ein Deutschland – zwei Patriarchate ? Dokumentation der Jahrestagung der Sektion „Frauenforschung in den Sozialwissenschaften“ in Hannover, 21.-23. Juni 1991, Bielefeld-Hanovre, auto-édition, 1992.

- 1 La chute du mur de Berlin est devenue le symbole d'une fin supposée du socialisme, voire d'une fin de toute alternative au capitalisme qui aurait aussi sonné le glas des systèmes de sécurité sociale et de protection des populations ouvrières dans les mondes capitalistes¹. En Allemagne, la réflexion sur ce passage historique reste éminemment polémique et ce non seulement, comme on entend souvent dire, en raison de l'implication de nombreuses personnes dans les structures politiques et sécuritaire de l'État est-allemand. Malgré la multiplicité des formes qu'elle a prises, cette implication semble en soi représenter un fait condamnable². La partition des deux États allemands devait – après les crimes du national-socialisme – empêcher toute nouvelle menace guerrière de la part de l'Allemagne. Et le nouvel État socialiste, la République démocratique allemande (RDA), se dressa en héritier légitime de la résistance antifasciste. Ainsi chercha-t-il à instaurer, du moins selon ses propres affirmations, une égalité entre hommes et femmes, en suivant un modèle socialiste d'émancipation

humaine générale. Le deuxième État allemand, la République fédérale d'Allemagne (RFA), endossa l'héritage des bourreaux qui, en raison de la guerre froide, continuèrent à y agir presque sans perturbation³. De plus, la RFA reprit en partie un modèle social en continuité avec le national-socialisme, si l'on regarde par exemple les valeurs familialistes ou la réduction des femmes au rôle de mères⁴. C'est précisément ce modèle que combattirent les mobilisations étudiantes de la fin des années 1960, ainsi que les mouvements de libération des femmes. Après la chute du bloc soviétique, un échange entre mouvements progressistes des deux côtés du mur semblait difficile, en raison des inégalités existentielles entre Allemandes de l'Est et Allemandes de l'Ouest. Pour les femmes, et les féministes en particulier, cette difficulté s'exprima au travers d'une controverse, parfois appelée « dispute entre sœurs » (*Schwwesternstreit*). Au cœur du débat, il y avait la négociation des différences entre femmes et féministes, ainsi que les multiples stratégies politiques mises en œuvre par les mouvements de libération des femmes⁵.

- 2 En raison du rapport de pouvoir déséquilibré entre l'Est et l'Ouest du pays, ne fût-ce qu'économiquement, il est difficile d'avoir un véritable débat, y compris scientifique, sur les détails de la « réunification » et sur ses conséquences subies, en particulier par les Est-Allemandes, et ce jusqu'à aujourd'hui. La même chose est vraie d'une recherche féministe qui, trop souvent, a écrit son histoire en omettant l'histoire de la RDA, l'effaçant ainsi des livres d'histoire tout court. Comme dans d'autres pays ex-socialistes, les rapports de force en Allemagne dictent une version de l'histoire des vainqueurs, réduisant ainsi au silence les personnes dont le vécu diffère de cette version.
- 3 La différence entre femmes et féministes des pays ex-socialistes et celles des pays européens de l'Ouest est en effet peu discutée dans la recherche féministe en Europe de l'Ouest⁶. En revanche, on trouve dans les pays ex-socialistes des réflexions concernant cette différence entre femmes, ainsi qu'entre féministes. Pour certaines, cette différence est vécue comme un *time lag* – comme si les femmes et féministes des pays de l'Est avaient été amenées à rattraper un retard supposé par rapport à leurs homologues d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord⁷. Le cas allemand occupe une place particulière dans cette histoire, dans la mesure où c'est au sein du pays unifié que deux récits se rencontrent : d'une part l'histoire postsocialiste, d'autre part l'histoire capitaliste des femmes et féminismes. C'est pourquoi il est intéressant de revenir sur la rencontre entre féministes de l'Ouest et de l'Est au moment de la chute du mur. Cette rencontre était de plus surdéterminée par des débats autour de l'identité et de la différence. Cela a eu une influence directe sur la réception des théories de genre au sein même de la recherche féministe au début des années 1990. Les théories du genre, qui critiquent des politiques identitaires et proposent une tentative de penser la différence autrement, représentaient en effet des outils critiques prometteurs pour la recherche et la politique féministes autour de la « *Wende* »⁸. Or l'histoire de cette réception n'est pas réductible à une vision qui voit un simple féminisme égalitariste à l'Est, auquel s'opposerait un féminisme différentialiste à l'Ouest, comme cela est parfois avancé⁹.
- 4 Dans cet article, je voudrais exposer la pluralité des références à la différence, à l'égalité et aux différentes identités, afin de contribuer à une réflexion sur l'intersectionnalité des rapports de différence entre femmes et entre féministes. Pour situer le débat, il me paraît nécessaire d'expliquer rapidement (pour un lectorat francophone notamment) les enjeux institutionnels qui l'ont structuré, pour ensuite discuter les références faites à la différence et aux politiques identitaires au sein de la «

Schwesternstreit » (dispute entre sœurs). En effet, si la recherche féministe ouest-allemande est ici moins discutée dans sa diversité, c'est que la « réunification » – du fait même de son déroulement historique – n'a pas eu d'influence significative sur elle. Au contraire, le féminisme ouest-allemand est devenu « LE féminisme allemand », effaçant jusque dans les manuels les traces des féminismes ou politiques des femmes dans l'Allemagne socialiste. Ce processus ne concerne d'ailleurs pas seulement la recherche féministe ; il peut être observé dans différents domaines en Allemagne.

La restructuration de la recherche féministe est-allemande

- 5 Y a-t-il eu une recherche féministe est-allemande ? Un féminisme est-allemand ? Comme tous les récits des origines, celui concernant la recherche féministe en RDA varie en fonction de la perspective des auteures : Hannelore Scholz, chercheuse au sein du premier centre de recherche féministe en RDA, le ZiF (*Zentrum für interdisziplinäre Frauenforschung*¹⁰) situe l'origine de la recherche féministe en RDA dans des cercles privés du début des années 1980¹¹. Dans les groupes de femmes pour la paix, au sein de l'Église ainsi que dans des groupes de lesbiennes, une recherche de et sur les femmes a émergé « par le bas » (*grassroots*)¹². Pour Scholz, c'est par le biais d'une culture particulière – développée autour d'expériences singulières de l'égalité et de la différence – qu'une autre notion d'émancipation aurait émergé au sein de ces groupes : elle se serait exprimée dans le rapport entre individu et société, entre la liberté privée et la responsabilité sociale¹³. On trouve cette même interprétation chez Birgit Bütow et Heidi Stecker¹⁴.
- 6 En revanche, la sociologue Irene Dölling s'oppose à ce raisonnement : pour elle, l'événement initial de la recherche féministe en RDA serait une lettre publiée par des chercheuses sur les femmes (*Frauenforscherinnen*) le 7 novembre 1989, intitulée « Le renouvellement passera-t-il à côté de nous, les femmes ? »¹⁵ En d'autres termes : Dölling nie l'existence d'une recherche féministe avant la chute du Mur. En cela, elle rejoint la position de la sociologue Hildegard Maria Nickel lorsqu'elle écrit : « En résumé, mon analyse est négative. [...] En RDA, il n'y a pas eu de recherche féministe, à quelques rares exceptions près ; il y a seulement eu – et ce en grande quantité – une recherche sur les femmes¹⁶. »
- 7 Les récits des deux sociologues concernant l'héritage d'une recherche féministe en RDA se ressemblent. Chacune évoque la recherche sur la situation des femmes en RDA, focalisée notamment sur la capacité des femmes à concilier vie familiale et vie professionnelle. Cette recherche commença au début des années 1960, avec un titre programmatique : « La femme dans la société socialiste ». Parce que – contrairement aux autres conseils – ce conseil scientifique n'était pas hébergé par l'« Académie des sciences de la société près le comité central du SED¹⁷ », mais dépendait au contraire de l'« Institut de sociologie et de politique sociale de l'Académie des sciences de RDA¹⁸ », la perspective sociologique y fut d'emblée centrale. Irene Dölling évoque un second axe de recherche sur les femmes en RDA, à teneur plus historique : le groupe de recherche dirigé par Hans-Jürgen Arendt qui, à partir de 1966, menait une recherche sur « l'histoire de la lutte de la classe ouvrière pour libérer la femme¹⁹ ». Ces recherches s'inscrivaient dans la tradition marxiste des luttes principale et secondaire, qui – avec Friedrich

Engels – voit la discrimination des femmes comme le résultat direct de la propriété privée ; le féminisme est alors vu comme une idéologie bourgeoise.

- 8 Selon Nickel, ce type de recherche prenait parti « dans le sens de l'idéologie et des appareils dominants, mais pas pour les femmes²⁰ ». Dans un geste typique pour la RDA, les organes de l'État constatèrent lors des VIII^{es} assises du SED en 1971 que l'égalité entre hommes et femmes était « largement réalisée, tant dans la législation que dans la vie²¹ ». Il en résulta que les quelques chercheuses féministes en RDA ne s'adossèrent pas à un mouvement des femmes, mais plutôt à la section « femmes » du Comité central du SED. Pour acquérir une légitimité, elles durent ainsi rendre des comptes, participant de la construction du mythe de l'avancement prospère de l'égalité en RDA. Ce faisant, elles renforcèrent le silence pesant sur l'évocation des conditions de vie réelles des femmes. Toujours selon Nickel, cela contribua au dépérissement latent de la conscience féminine en RDA et à une certaine désensibilisation sociale à l'égard de la question du genre²².
- 9 Pour Dölling, il en résulta de surcroît que le parti fonctionnait comme un « *pater familias* » ayant à sa tête le secrétaire général, véritable « père du peuple d'État »²³. Ainsi, souligne-t-elle, toute critique des rapports de genre équivalait à une critique du système social en général²⁴. Ce modèle de représentation politique empêcha, selon Dölling, l'émergence d'une conscience publique féministe²⁵. Là où Scholz voit une différence d'héritage culturel des femmes en RDA – les « acquis » des femmes en RDA –, Irene Dölling dénonce au contraire ces mêmes « acquis » – crèches, droit à l'IVG, droit au divorce *etc.* – comme faisant partie intégrante d'un système patriarcal fondé sur la dépendance des femmes. Ce système assignait une certaine place sociale aux femmes : l'approvisionnement était mis à disposition par l'État, ce qui lui conférait en retour un énorme pouvoir. L'État jouait ainsi le rôle de « père » nourricier²⁶.
- 10 Scholz et Dölling se rejoignent néanmoins dans la description d'une troisième voie de la recherche féministe, indépendante de l'État cette fois-ci, et proche des études culturelles, des arts, de la littérature et de la linguistique²⁷ : Scholz évoque une exploration du quotidien des femmes en RDA par les textes littéraires des années 1970 et 1980, dans le cadre d'une recherche d'une esthétique féminine²⁸.
- 11 L'existence d'une telle recherche féministe explorant la « féminité » pourrait suggérer une opposition entre ce type de féminisme « de la différence » et un féminisme « égalitariste », centré sur les droits des femmes et qui serait positionné aux côtés du régime gouvernemental. Pourtant, cette opposition ne résiste pas à une analyse empirique, comme on le verra plus tard : le féminisme « politique » de l'*Unabhängiger Frauenverband* (UFV, Fédération indépendante des femmes), par exemple, s'appuyait lui aussi sur une forme de « différentialisme » reposant sur l'idée d'une particularité féminine ; et le féminisme d'État – comme l'a montré Irene Dölling – renvoyait les femmes à une place traditionnelle lorsqu'il leur demandait de s'occuper de la famille, *etc.*
- 12 Durant la « réunification », le ZiF devint un lieu-clef de la négociation entre la recherche féministe de l'Est et de l'Ouest. Ce centre était rattaché au Département des sciences de la culture et de l'art (*Kultur- und Kunstwissenschaften*). Dirigé par Irene Dölling et Hildegard Maria Nickel, il fut doté de trois postes – scientifique, administratif et technique – par l'université. Un Centre de documentation et d'information fut en outre créé, qui devint par la suite la Bibliothèque des études de genre. Au début, ce centre organisa des cycles de conférences dans le cadre du « *Studium generale* », ainsi

que des conférences sur divers thèmes, par exemple : « Femmes à l'Est et à l'Ouest. Perceptions de soi et de l'autre » ; « À l'écart et au centre. Les femmes dans les sciences » ; ou encore les journées d'étude « *OstFem* », abréviation pour « Est et féminisme »²⁹.

- 13 Lors de la nomination en 1994 de deux professeures chargées de la recherche féministe et de la recherche sur les femmes à l'université Humboldt de Berlin, la question se posa de savoir quelle expérience était qualifiante pour ce poste. En effet, aucune des deux directrices du Centre ne fut nommée, ni d'ailleurs aucune autre chercheuse féministe membre du Centre qui posa sa candidature. Au lieu de cela, Inge Stephan et Christina von Braun, deux chercheuses venues d'Allemagne de l'Ouest furent choisies. Elles mirent en place un cursus de magistère en « *Gender Studies* » qui eut une influence majeure et durable sur les études de genre en Allemagne. Doit-on y voir une discrimination envers les chercheuses de l'Est ? « Nous étions scandalisées et consternées, mais nos diverses protestations ne changèrent rien à cette situation paradoxale³⁰ », se souvient la documentaliste du Centre, Karin Aleksander. Elle constate aussi que bien que la coopération avec les deux nouvelles professeures ouest-allemandes se fût plutôt bien passée, une certaine consternation demeura néanmoins, « lorsque de véritables accomplissements ne sont pas reconnus à leur juste valeur, lorsqu'une décision politique détruit l'espoir de nombreuses chercheuses allemandes de l'Est³¹ ».
- 14 En effet, la restructuration des universités de l'Est, qui eut lieu principalement entre 1991 et 1994, soit en même temps que le premier débat féministe sur le « genre », fut particulièrement douloureuse pour de nombreuses chercheuses et de nombreux chercheurs de l'Est. Dölling décrit les deux objectifs mis en avant lors de ces restructurations : premièrement, la modernisation des universités selon des critères internationaux³². Deuxièmement, un remplacement des élites : il s'agissait de faire partir toutes celles et tous ceux qui ne correspondaient plus aux nouvelles normes scientifiques ou considérées comme politiquement disqualifiées. D'après Dölling, ces critères, notamment ceux concernant la « disqualification politique » (*politische Belastetheit*), changèrent de surcroît au cours des enquêtes et au fil du temps : au départ, ils ne concernaient que celles et ceux qui avaient collaboré avec la *Stasi* ; puis fut introduit le critère de « *Staatsnähe* », ou « proximité avec l'État ». Ainsi, entraient dans cette catégorie le fait d'avoir exercé une fonction au sein du parti, ou bien le fait d'avoir dirigé un institut ou bien un département³³. Les conséquences d'une telle sélection furent contradictoires, notamment en ce qui concerne le dernier critère – le fait d'avoir dirigé un institut ou un département –, car il s'agissait là (en temps normal) plutôt d'atouts pour obtenir un poste à l'université. Pour les chercheuses et chercheurs de l'Est qui, pratiquement toutes, furent obligées de se porter candidates sur les postes qu'ils ou elles occupaient déjà, en tout cas à l'université Humboldt de Berlin, ce critère les désavantagea clairement par rapport aux chercheuses et chercheurs venant de l'Ouest. De surcroît, la commission de recrutement mise en place (*Struktur- und Berufungskommission*) était très majoritairement composée de personnes venues de l'Ouest. Elle collabora par ailleurs avec la « *Gauck-Behörde* », l'autorité de l'Allemagne « réunifiée », dirigée par Joachim Gauck et qui s'occupait des affaires des services secrets de RDA³⁴. Dans l'ensemble du processus, on ne retrouve que très peu de femmes dans les instances décisionnaires. Dölling identifie trois phases : le temps de la *Wende*, puis la restructuration, et finalement la phase de sédimentation. Dans la première phase, on trouve encore plusieurs initiatives venant de femmes de RDA. À partir de la

deuxième phase en revanche, Dölling constate que les recherches féminines et féministes furent reprises en main par des femmes de l'Ouest. Dans la troisième phase, enfin, le constat est manifeste : la majorité des chercheuses de l'Est se retrouvèrent soit en dehors des universités, soit dans des positions extrêmement précaires.

- 15 C'est peut-être dans ce contexte-là qu'il faut resituer le recours de certaines chercheuses allemandes de l'Est au concept de « différence ». Ainsi Aleksander souligne-t-elle que les « féministes des *Länder* de l'Est sont en mesure d'analyser sur le plan de l'histoire vécue en RDA comment une société doit être structurée pour que les femmes puissent y vivre au même titre que les hommes³⁵ ». Dölling écrit quant à elle qu'elle reste persuadée que « la recherche sur les femmes [...] dans la formation des concepts comme dans l'analyse et l'évaluation des données doit être menée par des chercheuses qui ont vécu en RDA, qui sont ancrées dans le quotidien et la culture, qui expérimentent et comprennent les changements dans leurs effets sur le genre depuis une perspective 'interne'³⁶ ». L'existence d'un rapport de pouvoir se niche en effet dans les détails : par exemple, dans un ouvrage collectif sur le genre paru en 2001, la seule féministe qui se sente obligée de faire référence à son origine est Hildegard Maria Nickel, une féministe de l'Est. Toutes les autres sont originaires de l'Ouest, mais ne le mentionnent à aucun moment³⁷.
- 16 La « réunification » des deux États allemands constitue l'arrière-plan de ces politiques d'institutionnalisation et de restructuration de la recherche féministe en Allemagne. Les débats sur les *Gender-Theorien* (théories du genre) y jouèrent un rôle-clé, notamment parce qu'elles aussi furent perçues comme novatrices voire porteuses d'une « modernisation » de la recherche féministe. Par conséquent, l'adaptation d'une certaine lecture des « théories du genre », qui les oppose notamment aux approches marxistes ou matérialistes, contribua également à restructurer la recherche féministe en Allemagne au début et au cours des années 1990. Ainsi, c'est dans une ancienne université de l'Est que les premières *Gender Studies* furent instituées à partir du semestre d'hiver 1997/1998.

La « réunification » des deux États allemands

Réunification signifierait trois pas en arrière concernant la question des femmes – ça signifierait aussi, pour le dire à l'emporte-pièce : le retour des femmes au foyer. Ça signifierait : avoir à se battre à nouveau pour le droit au travail, se battre pour une place en crèche, pour la cantine à l'école. Ça signifierait abandonner de nombreuses choses acquises difficilement, au lieu d'en arriver à un autre stade. Les femmes n'ont pas tant une patrie à perdre qu'un monde à gagner. C'est maintenant, dans un socialisme renouvelé, que nous devrions saisir la chance de pouvoir exprimer la multiplicité de nos formes de vies, de nos différences individuelles, de nos besoins et de nos exigences. Hissons notre mouvement de femmes à la hauteur du temps. Rejoignons les forces de la gauche en Europe³⁸.

Se rencontrer entre sœurs ?

- 17 La « réunification » des deux États allemands fut vécue de manière violente par de nombreuses femmes en Allemagne de l'Est, non seulement parce qu'une grande partie d'entre elles se retrouva au chômage, mais aussi parce que tout ce qui avait structuré leurs vies auparavant s'en trouva dévalorisé. Ainsi une féministe s'exclame-t-elle : « C'est un fait que le processus d'unification entre RDA et RFA prend en réalité la forme

d'un processus d'adaptation de l'Est à l'Ouest ; c'est une récupération pure et simple par la République fédérale et par son pouvoir de définition³⁹. » Les systèmes sexe-genre n'étaient pas les mêmes à l'Est et à l'Ouest, et cela ne concernait pas uniquement la question des crèches en Allemagne de l'Est, le droit au travail, les facilités concernant le divorce ou le droit à interrompre une grossesse⁴⁰. Dans le socialisme, les métiers et professions eux-mêmes étaient moins genrés. Ainsi, non seulement beaucoup de femmes perdirent leurs emplois, mais elles furent de surcroît souvent poussées à changer de métier⁴¹.

- 18 Dans ce contexte, la rencontre entre féministes de l'Est et de l'Ouest s'accompagna de nombreuses difficultés. Pour beaucoup de féministes de l'Est, les stratégies des mouvements féministes de l'Ouest, notamment la non-mixité, les groupes de prise de conscience ou l'organisation dans l'entre soi⁴², ne pouvaient avoir aucune incidence sur la situation concrète de la vie des femmes. Hannelore Scholz dénonce ainsi ce « féminisme de l'Ouest » comme un féminisme « radical et gynocentriste⁴³ », « simpliste⁴⁴ » et de toute manière « dépassé », « plus à la hauteur⁴⁵ », et surtout « incompatible⁴⁶ » avec le féminisme de l'Est. Anne Hampele Ulrich décrit quant à elle le phénomène de l'émergence de clichés sur « le féminisme de l'Ouest » et « le féminisme de l'Est » comme une rencontre placée sous le signe de « l'étrangeté et de l'incompréhension⁴⁷ ».
- 19 Cette « incompréhension » tient à plusieurs raisons. L'une des raisons majeures me semble résider dans les différentes formes d'organisation. Le mouvement féministe en RDA s'était d'abord organisé au sein de l'Église, dans des groupes lesbiens (qui étaient souvent aussi hébergés par l'Église) et dans des groupes de femmes pour la paix. Au moment de la « réunification », beaucoup de ces féministes se retrouvèrent pour fonder un parti, l'Union indépendante des femmes, l'*Unabhängiger Frauenverband* (UFV). Le 3 décembre 1989, environ 1 200 féministes de RDA se réunirent au théâtre de la *Volksbühne* à Berlin pour proclamer le *Manifeste pour un mouvement des femmes autonomes* afin de pouvoir participer aux « tables rondes » qui débattaient justement de l'avenir de la RDA. Puis, le 17 février 1990, le parti fut officiellement fondé. En décembre 1990, il rejoignit le parti *Bündnis 90/Die Grünen* (Alliance 90/Les Verts), à l'instar de beaucoup d'autres petits partis oppositionnels et de gauche en RDA. Choisir de former un parti était, d'une part, une manière de se distinguer par rapport au *Demokratischer Frauenbund Deutschlands* (DFD), l'organisation des femmes en RDA, favorable au régime politique. D'autre part, ces féministes souhaitaient participer activement aux négociations concernant l'avenir de la RDA, car elles étaient radicalement opposées à l'idée d'une unification. Leur héritage revendiqué était le socialisme. C'est pourquoi elles essuyèrent le reproche (surtout de la part des féministes de l'Ouest) de ne pas vouloir prendre leurs distances avec le parti SED et avec son successeur, le PDS (le Parti du socialisme démocratique). On pourrait croire qu'elles s'inscrivaient, du même coup, dans une tradition d'analyse féministe socialiste, liant l'émancipation à l'abolition de la propriété privée. Mais en réalité, leurs contributions tournaient plutôt autour de la différence hommes/femmes : elles revendiquaient la parité pour toutes les fonctions politiques et tous les postes, elles réclamaient que l'« État ne puisse se faire sans les femmes⁴⁸ ». Elles affirmaient aussi : « toutes les femmes sont belles⁴⁹ ».
- 20 À l'Ouest, le paysage était fort différent. Les féministes à l'Ouest étaient soit des féministes autonomes, donc organisées indépendamment de l'État dans des associations pour femmes (les *Frauenhäuser* ou « maisons de femmes », les *Notruftelefone*

ou « centres d'appels d'urgence », les *Kinderläden* ou « crèches autogérées », etc.), soit elles étaient membres d'organisations ou de partis politiques où leurs revendications féministes avaient plus de mal à se faire entendre. Enfin, il y avait des féministes marxistes et socialistes, ainsi que des féministes conservatrices ou religieuses⁵⁰. Certaines féministes de l'Est questionnèrent leur impact réel sur la société, leur reprochant leur manque de succès, au vu de la situation générale des femmes en RFA. En réaction, elles optèrent pour une implication au sein d'un parti, afin de ne pas tomber dans le piège de la « différenciation jusqu'à la défiguration », que certaines reprochaient justement aux féministes de l'Ouest⁵¹. D'autres voyaient aussi dans les politiques du féminisme institutionnalisé en RFA « l'expression d'un mouvement des femmes réduit au silence, et intégré, administré par des partis et des institutions étatiques⁵² ».

- 21 Ces formes d'organisation différentes sont-elles le résultat de formes d'analyse différentes des rapports de pouvoir ? Dans les deux pays (puis parties de pays), les mouvements féministes étaient composés de courants. C'est pourquoi les raisons qui peuvent expliquer la construction d'un certain nombre de clichés ne résident pas tant dans la réalité des mouvements féministes que dans les circonstances de leur rencontre. Anne Hampele Ulrich écrit : « Tandis que les femmes de l'UFV, qui ne voulaient pas de la réunification allemande, mais des réformes en Allemagne de l'Est, étaient, avec cette revendication, de moins en moins audibles, les féministes d'Allemagne de l'Ouest, en revanche, étaient certes aussi peu préparées à l'option de la réunification que la gauche ouest-allemande, mais elles subissaient beaucoup moins de pression existentielle que les Allemandes de l'Est⁵³ ».
- 22 Les premières tentatives de théorisation, qui identifiaient deux formes différentes de patriarcat dans les deux pays, furent rapidement remises en question⁵⁴. Ni l'hypothèse qui reconnaissait une même situation à l'Est et à l'Ouest, ni celle qui identifiait une différence absolue n'était en mesure de décrire la réalité. Dans ce débat, les reproches, formulés de part et d'autre, témoignent surtout d'une homogénéisation abusive de la situation, au service d'une dénonciation politique. Pour les féministes ouest-allemandes, la dénonciation était sans doute due à une déception politique : elles se rendaient compte du fait que l'illusion d'un « féminisme latent » chez les femmes de la RDA ne correspondait pas à la réalité (en tout cas à l'aune de leur propre définition du féminisme). Quant aux Allemandes de l'Est, elles étaient déçues que les féministes de l'Ouest cherchent à leur imposer un cadre d'analyse, ce que certaines d'entre elles vécurent comme une « panique de la colonisation⁵⁵ ».
- 23 En effet, il faut tenir compte des inégalités structurelles déterminant cette rencontre difficile, qui s'est traduite dans un certain nombre de cas par un « simple » rapport de classe. Et ces inégalités ont eu des répercussions dans les vies des féministes de l'Est jusqu'à nos jours, même si cette observation est difficile à prouver, tant l'étude de ces inégalités est difficile, voire impossible à mener dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Il va sans dire qu'au moment de la *Wende*, le thème était encore plus difficile à aborder. Hildegard Marie Nickel se souvient, à propos du mouvement des femmes à l'Ouest qui, selon elle, insistait sur le fait de séparer l'analyse des rapports de classes et de celle des rapports de genre : « elles étaient plus concernées par des questions de styles de vie et d'autodétermination que par des questions de distribution des richesses ou de propriété⁵⁶ ».

- 24 En dehors des inégalités matérielles, il faut également prendre en compte les histoires nationales différentes pendant quatre décennies, qui marque aussi la critique féministe. Ainsi, le célèbre slogan des féminismes occidentaux des années 1970, « le privé est politique », prit une forme politique particulière chez les femmes de l'Est, car c'était ici l'État socialiste qui n'avait pas respecté la vie privée. Par ailleurs, on reprochait à ces dernières leur « *Organisierungswilligkeit*⁵⁷ » – leur « docilité d'organisation » –, qui pour certaines féministes de l'Ouest, entraînait en conflit avec une critique radicale des organisations et institutions. Ce décalage, tel qu'il était perçu, ne prenait donc pas en compte les héritages différents : d'une part, un État qui, malgré ses failles, prétendait établir une égalité entre hommes et femmes ; d'autre part, un État dont le modèle politique officiel allait de pair avec la défense de la famille hétéropatriarcale et chrétienne.

Différence et identité

- 25 Dans cette « dispute entre sœurs », les questions d'identité et de différence entrent en jeu de multiples manières. Inge Stephan, l'une des fondatrices des *Gender Studies* à l'université Humboldt de Berlin, établit un lien entre ce qu'elle appelle un « manque d'acceptation » des approches « postmodernes⁵⁸ » dans le contexte allemand en général, et le cadre historique de leur réception. Selon elle, le concept d'« identité » connut un investissement libidinal important en Allemagne, non seulement au sein du mouvement des femmes, mais aussi pour un public beaucoup plus large qui – après la « réunification » – se serait mis à la recherche d'une identité comme point de repère et d'orientation⁵⁹.
- 26 On peut mettre cela en regard de la construction identitaire des « femmes de RDA » ou des « femmes de l'Est » (*Ostfrauen*), telle qu'elle est employée par exemple par Hannelore Scholz : « nous, en Europe de l'Est », écrit-elle, ou bien « Il nous faut accepter la différence entre l'Est et l'Ouest afin de trouver de la force et de l'énergie pour une solidarité qui aille aussi au-delà du territoire de l'Allemagne⁶⁰ ». Mais on trouve aussi des constructions identitaires à l'Ouest, où certaines féministes, prétendant défendre les intérêts des « femmes de l'Est », les enfermèrent en réalité dans une position de victimes : elles sont décrites comme les nouvelles « *Trümmerfrauen*⁶¹ », « colonisées⁶² » et victimes de la « réunification ». Même si, empiriquement, on peut vérifier qu'après la « réunification », les femmes de l'Est perdirent de fait en influence économique et en pouvoir, l'enfermement de toutes les femmes de l'Est dans la catégorie de victimes les prive de toute puissance d'agir (*agency*). Elles ne furent donc pas une source d'inspiration pour les féministes de l'Ouest, alors même qu'en RDA, la législation était bien plus favorable aux femmes qu'en RFA.
- 27 Ce sont en outre les « femmes de RDA » elles-mêmes, ainsi que des personnes et groupes extérieurs, qui fabriquèrent une identité sur la base d'une telle différence. La différence qui sert de base identitaire fut constituée, d'une part, au moyen d'un critère presque ethnique (reposant sur une histoire et une culture partagées) ; d'autre part, par la situation respective dans les rapports de pouvoir et d'exploitation : notamment le partage sexiste du travail, qui déléguait le travail domestique aux femmes, ou encore l'appropriation de la RDA par la RFA.
- 28 Dans les deux cas, certaines « femmes de l'Est » essayèrent de fonder leur politique à partir de cette différence, expliquant par exemple que la faillite de la RDA était

imputable aux hommes et qu'il fallait intégrer les femmes en politique afin d'y introduire un style responsable, écologique et durable⁶³. Ou bien encore, en ce qui concerne la différence « Est/Ouest », expliquant que les féministes de l'Ouest auraient beaucoup à apprendre des femmes de l'Est, qui, parce qu'elles avaient échappé si longtemps aux effets de la concurrence, pratiqueraient un style plus solidaire et moins agressif⁶⁴. On perçoit donc une définition négative et une définition positive de l'identité « femmes de RDA » : la définition négative est caractérisée par l'expérience de la discrimination et de l'exploitation ; la définition positive par une histoire et une culture partagées. C'est sur cette différence que les revendications de parité s'exprimèrent, et ce avant même la « réunification »⁶⁵.

- 29 Comment se réfère-t-on aux catégories d'« égalité » et de « différence » au sein du féminisme allemand au moment de la « réunification » ? D'une part, il y avait en RDA tout un héritage concernant un certain « féminisme de l'égalité » qui interrogeait les rapports de genre en termes d'inégalités matérielles. Et d'autre part, il y eut l'opérationnalisation d'une politique de la différence, qui visait à donner aux Allemandes de l'Est une influence politique en tant que femmes de l'Est, soit une approche identitaire partant de la différence. Ainsi, Eva Schäfer décrit la manière dont les « théories de genre », en tant que théories mettant en valeur les différences entre femmes, permirent opportunément de dénoncer les hégémonies au sein de la recherche féministe, c'est-à-dire d'interroger le « nous » des féministes⁶⁶. Dans son discours inaugural après avoir été nommée sur la chaire de sociologie de l'université de Potsdam, Irene Dölling dénonça précisément ce « nous » des féministes est-allemandes, incapables de prendre en compte les différences entre femmes⁶⁷. En témoigne par exemple le manifeste d'Ina Merkel, qui suppose que les femmes « en tant que mères, ont une responsabilité particulière pour la protection de l'avenir de l'humanité⁶⁸ ». Dölling critique en outre une forme d'auto-victimisation qu'on trouve dans ce même discours d'Ina Merkel, lorsqu'elle souligne que trois personnes ayant quitté la RDA sur quatre étaient des hommes : Merkel met donc en garde contre une situation où les femmes deviendraient, de fait, de nouvelles « *Trümmerfrauen* » (femmes des décombres) en charge de reconstruire une société sur les ruines produites et laissées derrière eux par les hommes.
- 30 Mais cette « victimisation » n'est pas seulement une auto-victimisation. D'autres féministes de l'Est reprochent aux féministes de l'Ouest de les catégoriser uniquement comme des victimes : « Parce qu'on les juge à l'aune des critères de l'Ouest, les femmes sont mises dans la 'boîte-à-victime'. En faisant d'elles des victimes passives, on ne prend pas en compte leur activité, leur pensée autonome⁶⁹ ».
- 31 En revanche, les alliances se sont faites plus facilement entre marxistes : les féministes socialistes de l'Ouest, telles que les membres de la rédaction des femmes au sein de la revue *Das Argument*, coopérèrent, par exemple, avec le parti UFV ou « l'Offensive mauve » (*Lila Offensive*⁷⁰). Ces organisations étaient composées de groupes gauchistes ou socialistes défendant une approche matérialiste. Néanmoins, l'approche socialiste était aussi la caractéristique du régime auquel elles souhaitaient s'opposer. Elles essuyèrent donc des reproches, tant de la part de certaines féministes ouest-allemandes que de certaines féministes est-allemandes, notamment celui de prendre trop souvent les hommes comme référence politique⁷¹. Certaines féministes est-allemandes répondirent alors qu'elles refusaient qu'on mesurât leur action à l'aune d'un « féministomètre »

calibré par les féministes de l'Ouest, et qu'il fallait prendre en compte les différences de « socialisation » entre l'Ouest et l'Est⁷².

- 32 C'est dans ce contexte de références différentes à l'identité et à la différence que le débat féministe sur les « théories de genre » fit irruption. Présenter le féminisme de l'Est simplement comme un féminisme égalitariste ne correspondait pas aux enjeux complexes de différence vs. égalité au sein du féminisme en Allemagne de l'Est. Pour reprendre les termes de Nickel :

D'abord, la recherche sur les femmes de l'Est n'a toujours pas été suffisamment analysée pour qu'on puisse – même si certaines choses l'indiquent – prouver son attachement à une approche égalitariste et son insistance sur ce point [...]. Deuxièmement, la recherche sur les femmes à l'Ouest n'est pas homogène non plus dans ses approches et n'est en aucun cas simplement orientée vers les théories différencialistes⁷³.

- 33 Dorothea Dornhof, chercheuse en littérature et en études culturelles, ajoute encore à cette complexité lorsqu'elle évoque les espoirs ressentis par les femmes et féministes de l'Est de trouver davantage d'espace pour penser la différence et la diversité, et de sortir ainsi d'un passé uniformisé. Dans ce contexte, les philosophies des différences parurent particulièrement prometteuses à certaines.

Conclusion

- 34 Les femmes et féministes en RDA essayèrent de mobiliser leur situation de femmes afin d'intervenir dans les changements historiques qui les marginalisaient et qui menaçaient d'abolir les quelques acquis dont elles jouissaient. Ce faisant, elles mobilisèrent leur appartenance au groupe « Allemandes de l'Est » afin de refuser la tutelle féministe ouest-allemande. Aujourd'hui, leur position est tellement marginalisée que, même dans les universités de l'Est de l'Allemagne, cette histoire est rarement enseignée, sans parler de l'absence de projets de recherche à ce sujet⁷⁴. Or cette histoire fournit un bel exemple historique d'intersectionnalité des rapports de différence, de domination ou d'inégalité, sur le modèle de ce que Kimberlé Crenshaw⁷⁵ a proposé pour le champ du droit. Crenshaw décrit l'intersectionnalité comme un accident impliquant plusieurs véhicules à un carrefour, à une « intersection ». Dans l'incapacité de déterminer quelle voiture est responsable, les victimes restent à terre. Au lieu de simplement considérer les rapports de domination ou de différence intersectionnels comme des conglomerats complexes, il convient de rappeler qu'avec son article, Crenshaw voulait avant tout critiquer l'invisibilisation politique causée par le croisement de rapports de domination, une invisibilisation qui, dans notre cas, est allée jusqu'à effacer des livres d'histoire le féminisme, et même le vécu, des femmes d'Allemagne de l'Est.

NOTES

1. Sur la construction et le fonctionnement du mythe de l'absence d'alternative au capitalisme, voir J. K. Gibson-Graham, *The End of Capitalism (As We Knew It) : A Feminist Critique of Political Economy*, Minneapolis, University of Minnesota, 2006.
2. Ainsi en 2017, le secrétaire d'État Andrej Holm dut quitter le gouvernement berlinois : l'opposition avait fait campagne contre lui en insistant sur son activité au sein de la Stasi (le Service secret de la sécurité d'État). A l'âge de dix-huit ans, Holm y avait entamé en 1989 une formation, interrompue par la disparition de la RDA. Signalons toutefois que Holm, connu pour sa proximité avec les luttes pour le droit au logement, déplaisait par ailleurs fortement aux investisseurs de la capitale.
3. Pour une étude des continuités avec le régime nazi, voir par ex. : Otto Köhler, *Hitler ging – sie blieben : der deutsche Nachkrieg in 16 Exempeln (Originalausgabe)*, Berlin, Edition Berolina, 2016. La continuité avec l'Allemagne nazie dans de nombreux domaines de la politique et de la société a été démontrée à maintes reprises et largement discutée, notamment dans la presse, voir l'hebdomadaire *Die Zeit* (concernant les juges nazis) : voir <https://www.zeit.de/wissen/geschichte/2016-10/nationalsozialismus-bonner-republik-bundesjustizministerium-akte-rosenberg> ; ou encore le journal *Süddeutsche Zeitung* (pour les continuités au sein du ministère de l'Intérieur) : voir <https://www.sueddeutsche.de/politik/innenministerien-von-brd-und-ddr-auf-die-erfahrung-der-alt-nazis-wollte-man-nicht-verzichten-1.2722417>.
4. Malgré les empreintes des réformistes sexuels sur les politiques sexuelles national-socialistes, bien analysées par Dagmar Herzog, les politiques sexuelles du national-socialisme peuvent être décrites globalement comme familialistes et mettant l'accent sur la maternité. Voir Dagmar Herzog, *Sexuality and German Fascism*, New York, Oxford, Berghahn, 2005.
5. Je parle à la fois de femmes et de féministes ici, car la discussion de savoir s'il y a eu un féminisme ou une recherche féministe avant la « réunification » des deux États est complexe. La réponse dépend en réalité du sens que l'on donne au mot féministe, mais aussi des pratiques de désignation : appelle-t-on « féministes » uniquement celles et ceux qui se désignent ainsi, ou bien peut-on voir « du féminisme » là où il n'est pas revendiqué ?
6. Pour des exceptions à cette situation générale, voir Ingrid Miethe, Claudia Kajatin et Jana Pohl (éds.), *Geschlechterkonstruktionen in Ost und West. Biografische Perspektiven*, Münster, Lit Taschenbuch Verlag, 2004 ; ou encore *L'HOMME. Europäische Zeitschrift für Feministische Geschichtswissenschaft*, 16 (1) (*Übergänge. Ost-West-Feminismen*), 2005.
7. Voir par exemple Redi Koobak, « Whirling Stories. Postsocialist Feminist Imaginaries and the Visual Arts », thèse de doctorat soutenue à l'Université de Linköping (Suède), 2013.
8. Littéralement « tournant ». Ce mot est employé pour désigner la « réunification » tout en évitant la charge idéologique de ce dernier terme : le « ré » implique en effet la vision d'une « grande Allemagne » qui aurait été fragmentée puis finalement « réunifiée », une vision souvent défendue en RFA où jusqu'en 1989, dans la majorité des quotidiens, le nom RDA était systématiquement mis entre guillemets pour souligner que cet État n'en était pas un.
9. Par exemple dans Heidrun Bomke, Friederike Heinzel & Kultusministerium (ministère de l'Éducation et des Affaires culturelles) du Land de Sachsen-Anhalt, *Frauenforschung in Sachsen-Anhalt. Erste Tagung – 17.-18.04.1997, Dezember 1997*, vol. 2, Einblicke, Calbe, Curo Druck, 1997.
10. « Centre pour la recherche interdisciplinaire de femmes ». Avec le temps, deux des trois mots ont été remplacés : d'abord « *Frauenforschung* » (recherche des/sur les femmes) par « *Geschlechterforschung* » (recherche sur le genre), ensuite « interdisciplinaire » par « transdisciplinaire ».

11. Voir Hannelore Scholz, « Forschungen von und über Frauen in der DDR. Methoden, Inhalte, Probleme der Institutionalisierung », in Bomke, Heinzel & Sachsen-Anhalt (dir.), *Frauenforschung in Sachsen-Anhalt*, op. cit., p. 21.
12. *Ibid.*, p. 32.
13. *Ibid.*, p. 22.
14. Voir Birgit Bütow et Heidi Stecker (dir.), *EigenArtige Ostfrauen. Frauenemanzipation in der DDR und den neuen Bundesländern*, Bielefeld, Kleine Verlag, 1994.
15. « Geht die Erneuerung an uns Frauen vorbei ? »
16. Hildegard Maria Nickel, « Feministische Gesellschaftskritik oder selbstreferentielle Debatte ? Ein (ostdeutscher) Zwischenruf zur Frauen- und Geschlechterforschung », *Berliner Journal für Soziologie*, 6 (3), 1996, p. 327. Nickel affirme dans cette recherche que les femmes étaient considérées depuis une perspective fonctionnelle, en tant que force de travail, et jamais en tant que sujets. La recherche des déficits (au lieu d'une recherche sur les différences) aurait eu, selon Nickel, des fins économiques. Au lieu de traiter le genre comme une catégorie structurelle, les problèmes étaient plutôt vus comme relevant de l'individu, donc des femmes elles-mêmes.
17. « Akademie der Gesellschaftswissenschaften beim Zentralkomitee der SED ».
18. « Institut für Soziologie und Sozialpolitik der Akademie der Wissenschaft der DDR ».
19. « Geschichte des Kampfes der Arbeiterklasse um die Befreiung der Frau ». Ce groupe se trouvait à l'université pédagogique de Leipzig. Voir Irene Dölling, « Frauenforschung mit Fragezeichen ? Perspektiven feministischer Wissenschaft », in Gislinde Schwarz et Christine Zenner (dir.), *DDR Frauen im Aufbruch. Wir wollen mehr als ein Vaterland*, Hamburg, rororo aktuell, 1990, p. 38.
20. Nickel sur les congrès de sociologie en 1990, citée dans *ibid.*, p. 37. (Hildegard Maria Nickel, « Geschlechtertrennung durch Arbeitsteilung oder : Von der Notwendigkeit eines Perspektivenwechsels in der soziologischen Frauenforschung. Referat auf dem 5. Soziologiekongreß der DDR », février 1990, p. 5.)
21. Erich Honecker, « Protokoll der Verhandlungen des VIII. Parteitages der Sozialistischen Einheitspartei Deutschlands. 15. bis 19. Juni 1971 in der Werner-Seelenbinder-Halle zu Berlin » (Compte rendu des débats lors des VIII^{es} assises du SED. 15-19 juin 1971 dans la salle Werner-Seelenbinder à Berlin), Berlin, Dietz Verlag, 1971, p. 9. Cité par Bomke et Heinzel, *Frauenforschung in Sachsen-Anhalt*, op. cit., p. 16.
22. Nickel, « Feministische Gesellschaftskritik oder selbstreferentielle Debatte ? », art. cit., p. 328.
23. Dölling, « Frauenforschung mit Fragezeichen ? », art. cit., p. 42. « Vater des Staatsvolkes ».
24. *Ibid.*, p. 42.
25. *Ibid.*, p. 43.
26. *Ibid.*, p. 44.
27. *Ibid.*, p. 38.
28. Hannelore Scholz, « Forschungen von und über Frauen in der DDR. Methoden, Inhalte, Probleme der Institutionalisierung », in Bomke et al. (dir.), *Frauenforschung in Sachsen-Anhalt*, op. cit., p. 32.
29. Voir la liste de toutes les conférences et de journées d'études : <http://www.gender.huberlin.de/aktuell/veranstaltungen/archiv/tagungen/>.
30. Karin Aleksander, « Bekanntes erkennen : Informationen zur Frauenforschung Ost », *Die Philosophin*, 11 (« Provokation Politik »), 1995, p. 86.
31. *Ibid.*, p. 86.
32. Ce que Dölling ne dit pas, c'est qu'il s'agit en réalité de normes de l'Ouest, et non internationales.
33. Irene Dölling, « Die Institutionalisierung von Frauen- und Geschlechterforschung an ostdeutschen Universitäten. Ein Ergebnis von Kämpfen im wissenschaftlichen Feld », in Beate

Krais (dir.), *Wissenschaftskultur und Geschlechterordnung. Über die verborgenen Mechanismen männlicher Dominanz in der akademischen Welt*, Francfort/M., Campus, 2000, p. 153.

34. Il s'agit du « Commissariat fédéral pour la documentation du service de sécurité de l'État de l'ex-RDA ».

35. Aleksander, *Bekanntes erkennen*, op. cit., p. 91. Elle poursuit : « Le but ne peut tout de même pas être une société où il n'y aurait pas de rapports de genre. »

36. Dölling, *Frauenforschung mit Fragezeichen ?*, op. cit., p. 52.

37. Voir Ursula Hornung, Sedef Gümen et Sabine Weilandt (dir.), *Zwischen Emanzipationsvision und Gesellschaftskritik, (Re)Konstruktionen der Geschlechterordnung*, Münster, Westfälisches Dampfboot, 2001.

38. Ina Merkel, « Ohne Frauen ist kein Staat zu machen », in Katrin Rohnstock et Gruppe Lila Offensive (dir.), *Frauen in die Offensive*, Berlin (RDA), Dietz Verlag, 1990, p. 19.

39. Bütow, Stecker et al. (dir.), *EigenArtige Ostfrauen*, op. cit., p. 315.

40. Hildegard Maria Nickel, « Die „Frauenfrage“ in Ost und west – Arbeitsmarkt und Geschlechterpolitik », in Astrid Lorenz (éd.), *Ostdeutschland und die Sozialwissenschaften*, Opladen, Budrich, 2011, p. 208-222.

41. Dans un entretien que j'ai réalisé en 2017 pour une publication (en cours) sur le féminisme est-allemand, Corinna Bath, professeure ouest-allemande en informatique, témoigne d'un projet de tutorat en sciences naturelles et techniques, destiné aux femmes, auquel elle prit part au début des années 1990 à Berlin. Par la situation géographique du projet, elle se trouva – sans l'avoir anticipé – face à de nombreuses femmes provenant d'ex-RDA qui avaient été ingénieures, techniciennes etc. et qui ne trouvaient plus de travail dans leur secteur, car la pratique ouest-allemande n'y prévoyait pas la présence de femmes. Elles témoignaient aussi d'expériences avec les pôles emplois locaux où on les encourageait à suivre des formations dans le secteur des services à la personne (infirmière, institutrice, gardienne de crèche etc.). Bath évoque dans ce même entretien le cas d'une informaticienne est-allemande qui était même allée jusqu'à se faire stériliser afin d'augmenter ses chances d'être embauchée. Elle témoigne également de ses propres expériences dans une entreprise d'ex-RDA où, en tant qu'informaticienne, elle fut prise au sérieux pour son travail, une expérience qu'elle n'avait jamais encore faite en Allemagne de l'Ouest, où ce métier reste extrêmement excluant à l'égard des femmes. Sur la croissance du nombre de stérilisations parmi les femmes est-allemandes au cours de la « réunification » et après, voir Daphne Hahn, « Anpassung und Eigensinn : Sterilisation im Kontext gesellschaftlicher Wandlungsprozesse », in Ulrike Diedrich et Heidi Stecker (éds.), *Veränderungen – Identitätsfindung im Prozeß : Frauenforschung im Jahre Sieben nach der Wende*, Bielefeld, Kleine Verlag, 1997, p. 67-97.

42. Cette critique vise la politique des contre-institutions, qui mettent l'accent sur la construction de modèles alternatifs, au lieu d'attaquer plus frontalement les structures sociales en général.

43. Hannelore Scholz, « Forschungen von und über Frauen in der DDR. Methoden, Inhalte, Probleme der Institutionalisierung », in Bomke, Heinzel et al. (dir.), *Frauenforschung in Sachsen-Anhalt*, p. 22.

44. « einseitig », *ibid.*, p. 23.

45. « veraltet », *ibid.*

46. *Ibid.*, p. 22.

47. Anne Hampele Ulrich, *Der Unabhängige Frauenverband: ein frauenpolitisches Experiment im deutschen Vereinigungsprozeß*, Berlin, Berliner Debatte Wiss.-Verl., 1999, p. 144.

48. « Ohne Frauen ist kein Staat zu machen » était le titre de l'intervention d'Ina Merkel au théâtre berlinois de la Volksbühne le 3 décembre 1990.

49. Titre d'une affiche électorale de l'UFV.

50. Voir Eva Schäfer, « Die fröhliche Revolution der Frauen », in Schwarz et Zenner (dir.), *DDR Frauen im Aufbruch*, op. cit., p. 26.

51. Hampele Ulrich, *Der Unabhängige Frauenverband*, op. cit., p. 150.
52. Scholz, *Forschungen von und über Frauen in der DDR*, op. cit., p. 34.
53. Hampele Ulrich, *Der Unabhängige Frauenverband*, op. cit., p. 144.
54. Voir Gudrun-Axeli Knapp et Ursula Müller (dir.), *Ein Deutschland – zwei Patriarchate ? Dokumentation der Jahrestagung der Sektion ‚Frauenforschung in den Sozialwissenschaften‘ in Hannover, 21.-23. Juni 1991*, Bielefeld/Hanovre, auto-éd., 1992.
55. Hampele Ulrich, *Der Unabhängige Frauenverband*, op. cit., p. 146.
56. Hildegard Maria Nickel, « Vom Umgang mit Differenzen », in Ursel Hornung, Sedef Gümen, Sabine Weilandt et Sektion Frauenforschung in der Deutschen Gesellschaft für Soziologie (dir.), *Zwischen Emanzipationsvision und Gesellschaftskritik. (Re)Konstruktionen der Geschlechterordnung*, Münster, Westfälisches Dampfboot (Forum Frauenforschung), 2001, p. 89.
57. Jeu de mots entre volonté d'organisation, docilité et obéissance. Cité d'après Hampele Ulrich, op. cit., p. 146.
58. Stephan – comme d'autres – emploie cette notion pour désigner un canon composé d'auteurs établis aux Etats-Unis qui dialoguent avec le structuralisme français. Ces auteurs sont ainsi considérés comme une « école de pensée » qui proclame la « fin des grands récits » en s'intéressant plutôt au quotidien et à la sphère symbolique des rapports humains. Comme la plupart de ce type de dénominations, celle de « postmoderne » est contestée, discutée et renvoie à une diversité de significations.
59. Voir Inge Stephan, « Gender, Geschlecht und Theorie », in Christina von Braun et Inge Stephan (dir.), *Gender Studies. Eine Einführung*, Stuttgart, Metzler, 2000, p. 64.
60. Scholz, *Forschungen von und über Frauen in der DDR*, op. cit. p. 31.
61. Littéralement : « les femmes des décombres ». On désigne ainsi les femmes allemandes qui, après la capitulation allemande en 1945, déblayèrent les rues des villes allemandes détruites par les bombardements. On trouve cette désignation notamment chez la féministe de l'Est Ina Merkel (*Ohne Frauen ist kein Staat zu machen*, op. cit.) ainsi que chez la féministe de l'Ouest Gisela Notz (Gisela Notz, « Frauenemanzipation und Frauenrealität in Ost und West », in Bütow et Stecker (dir.), *EigenArtige Ostfrauen*, op. cit., p. 302-313).
62. Schäfer, *Die fröhliche Revolution der Frauen*, op. cit., p. 19.
63. Cf. Merkel, *Ohne Frauen ist kein Staat zu machen*, op. cit., p. 18.
64. Cf. Schäfer, *Die fröhliche Revolution der Frauen*, op. cit., p. 30.
65. Après la réunification, Nickel a fait une enquête sur les conditions de vie des femmes est-allemandes, où elle utilise également le terme d'« identité », qu'elle considère comme plus adapté pour prendre en compte les marges de manœuvre autonomes et individuelles. Il en résulte la résilience des femmes est-allemandes : leur refus de quitter le marché du travail, alors que le marché du travail, discriminatoire, cherchait à les en évincer. Voir Nickel, « Feministische Gesellschaftskritik oder selbstreferentielle Debatte ? », art. cit., p. 331-333.
66. Voir Eva Schäfer, « Was meint „wir“ ? Bedeutung von Postmoderne und Dekonstruktion im ost-deutschen feministischen Kontext », *Weiblick. Informationsblatt von Frauen für Frauen*, 28, décembre 1996, p. 33-40.
67. Irene Dölling, « Das Veralten der Frauenforschung », in Monika Stein (dir.), *Frauen – Prisma. Wissenschaftliche Beiträge zur Frauenforschung*. Potsdam, AVZ Universität Potsdam, 1995, p. 14.
68. Merkel, *Ohne Frauen ist kein Staat zu machen*, op. cit., p. 20.
69. Bütow, Stecker et al. (dir.), *EigenArtige Ostfrauen*, op. cit., p. 324. Pour une analyse des carrières politiques de quelques femmes est-allemandes, voir Catherine Achin, « Un féminisme 'normalisé' ? Femmes de l'Est dans la politique allemande depuis l'unification », *Parlement(s). Revue d'histoire politique*, 19, 2013, p. 75-90.
70. Union de groupes féministes de la RDA qui manifestait, par exemple, contre la « réunification », mais encourageait aussi la fondation du parti UFV.
71. Voir Eva Schäfer, *Die fröhliche Revolution der Frauen*, op. cit., p. 27.

72. Il s'agit de Karin Aleksander, qui emprunte le terme « Feministometer » à Rosa Lubia Falk Garcia, « Weiße Frau », in *id.*, *Schatten in dem Land der Weißen*, Hambourg, FrauenAnstiftung e.V., 1991, p. 30-33.

73. Nickel, « Feministische Gesellschaftskritik oder selbstreferentielle Debatte ? », *art. cit.*, p. 336.

74. À quelques exceptions près, comme par exemple le projet OWEN qui recueillait des biographies de femmes de l'Est : <https://www.digitales-deutsches-frauenarchiv.de/themen/das-internationale-forschungs-und-bildungsprojekt-frauengedaechtnis>.

75. Voir Kimberlé Crenshaw, « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Anti-Discrimination Doctrine, Feminist Theories and Antiracist Policies », *University of Chicago Legal Forum*, 8, 1989, p. 139-167; « Mapping the Margins: Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », *Stanford Law Review*, 43 (6), 1991, p. 1241-1299.

RÉSUMÉS

Par une analyse de la rencontre – difficile – entre féministes est- et ouest-allemandes lors de la « réunification » des deux États au début des années 1990, cet article souhaite contribuer à une meilleure compréhension des politiques sexuelles et de genre dans le contexte de l'histoire partitionnée de l'Allemagne. L'analyse des utilisations multiples des termes « égalité », « identité » et « différence » par les féministes de l'Est et de l'Ouest permet de déconstruire une vision dominante du féminisme en Allemagne : celui de RDA est ainsi perçu comme égalitariste, tandis que celui de RFA est vu comme différentialiste. Certaines y voient une raison de l'échec de la rencontre entre féministes au début des années 1990. Cependant, différence et égalité sont des notions utilisées dans les textes et paroles féministes, tant à l'Ouest qu'à l'Est. Par ailleurs, la chute du mur coïncida en Allemagne avec les débats féministes sur le genre : la pensée de la différence qui y fut discutée aida aussi à nommer des différences entre l'Est et l'Ouest.

In analyzing the difficult meeting between West and East German feminists following “reunification” in the early 1990s, this article hopes to contribute to a better understanding of the dynamics of gender and the sexual politics in the partitioned history of Germany. The article explores the variety of uses of “identity” (*Identität*), “equality” (*Gleichheit*) and “difference” (*Differenz*) in feminist discourse in the East and in the West, and in the process questions the validity of the dominant understanding of feminism in Germany : seeing West German feminism as based on difference, whereas East German feminism is supposed to be based on claims of equality. For some, these supposedly different base assumptions were the reason for the failed encounter between feminists from the East and West in the years following “reunification”. Yet the notions of difference and equality are to be found in feminist texts and speech in both the West and the East. Moreover, the fall of the Berlin wall coincided with the feminist gender debate in Germany : the debate on a philosophy of difference also helped to put on a name on the differences between the East and the West.

INDEX

Mots-clés : Allemagne, études sur le genre, féminisme, différence, institutionnalisation

Keywords : Germany, gender studies, feminism, difference, institutionalization

AUTEUR

CORNELIA MÖSER

UMR 7217 CRESPPA. Courriel : Cornelia.Moser(at)cnrs.fr